

Efficiencia y financiamiento del sistema de salud : ¿Cómo avanzar ?



VERSO

52 rue de la Victoire
75009 Paris

1^{er} octobre 2024



Effizienz et financement du système de santé : Comment progresser ?

- 9h Accueil par **Didier Véron**, Président du G5 Santé
Propos introductifs par S.E. L'Ambassadrice désignée du Danemark en France,
Hanne Fugl Eskjær
- 9h 30 **Présentation de l'étude**
Pour un plan national d'effizienz :
15 recommandations pour bâtir l'avenir du système de santé
par **Sandrine Bourguignon**,
Présidente Directrice Générale de Rweality
- 10h > 11h.....
- TABLE RONDE**
- Quelles voies pour améliorer l'effizienz du système de santé français ?**
Animée par Pierre Boulud, Directeur Général de bioMérieux
et Éric Ducournau, Directeur Général des Laboratoires Pierre Fabre
- **Isabelle Adenot**, Présidente de l'Agence du Numérique en Santé
 - **Lise Alter**, Directrice Générale de l'Agence de l'Innovation en Santé
 - **Guillaume Dedet**, Économiste de la santé à l'OCDE
 - **Gérard Raymond**, Président de France Assos Santé
- 11h > 11h 30 Pause
- 11h 30 > 12h **Patrick Martin, Président du MEDEF - Grand Témoin**
- 12h > 13h
- TABLE RONDE**
- Quels mécanismes financiers pour accélérer les gains d'effizienz du système de santé ?**
Animée par Audrey Duval, Présidente de Sanofi France,
Vice-Présidente exécutive et Directrice Affaires Corporate Groupe de Sanofi
et Olivier Laureau, Président du Groupe Servier
- **Philippe Bouyoux**, Président du CEPS
 - **Thomas Courbe**, Directeur Général des Entreprises
 - **Jean-Carles Grelier**, Député de la 5^e circonscription de la Sarthe
 - **Pierre Pribile**, Directeur de la Sécurité sociale
- 13h **Conclusion**
par **Didier Véron**, Président du G5 Santé



ÉDITO

Comme l'ensemble des pays occidentaux, la France est confrontée à une équation difficile : comment faire face à une augmentation permanente des besoins en santé dans un contexte de dépenses publiques contraintes ? De plus, la plupart des acteurs concernés dénoncent les dysfonctionnements du mode de gestion actuel du système de santé en France, qui repose sur un Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM) annuel, décliné en enveloppes cloisonnées par type de soins, régulé à coup de rabots et de délais, sans qu'une stratégie ni une vision globale pluriannuelle n'apparaissent clairement. Les mots diffèrent mais les constats convergent : le système est à bout de souffle et est confronté à de multiples difficultés : déserts médicaux, épuisement des professionnels de santé, pertes d'attractivité et de souveraineté, inégale qualité des soins, gaspillages...

Ces questions sont soulevées avec plus ou moins d'acuité dans la quasi-totalité des pays développés, notamment à la suite de la crise sanitaire. L'OCDE, après avoir mis en exergue l'ampleur des gaspillages et l'hétérogénéité des indicateurs de santé, incite ses membres à investir plus et mieux dans leur système de santé pour augmenter sa résilience et tirer parti des révolutions scientifiques et technologiques en cours.

En France, il ne peut être question d'augmenter notablement la part des dépenses de santé dans le PIB. En revanche, avec enfin l'arrivée du numérique, des données de santé et de l'intelligence artificielle, il est temps de poser la question d'autres modes de gestion, d'allocations de ressources, d'organisation des soins et d'évaluation, afin d'augmenter l'efficacité du système.

Le G5 Santé, en tant que think tank a souhaité apporter sa contribution à la réflexion collective et a demandé à Sandrine Bourguignon, du cabinet RWEality, un tour d'horizon des possibles, un état des lieux sans recherche d'exhaustivité, à partir d'exemples de ce qui est réalisé ou pourrait l'être, en France ou dans quelques pays étrangers.

À l'occasion de ses 13^{es} Rencontres, le G5 Santé est heureux de présenter les résultats de cette étude ainsi que les 15 recommandations qui en découlent et s'inscrivent naturellement dans la perspective de la mise en place d'un Plan National pour l'Efficiency du Système de Santé, afin d'ouvrir un débat le plus large possible.

Merci à tous les intervenants et merci à tous de votre présence et de vos contributions.



g5-sante.fr

Didier Véron

Président du G5 Santé



Didier Véron

Président du G5 Santé

Président du G5 Santé, Didier Véron a rejoint le LFB en février 2019 en tant que Vice-Président Exécutif en charge des Affaires Corporate et est membre du Comité Exécutif. Il est en charge des affaires publiques, de l'accès au marché, de la communication externe et de la Responsabilité Sociétale des Entreprises.

Depuis janvier 2020, Didier Véron est Président du G5 Santé, cercle de réflexion regroupant les dirigeants des principales entreprises françaises de santé (bioMérieux, Guerbet, Ipsen, Théa, LFB, Pierre Fabre, Sanofi, Servier). Il est également administrateur du Leem, association professionnelle regroupant les entreprises du médicament en France. Didier Véron a passé plus de 25 ans dans le secteur de la santé : tout d'abord en rejoignant la Direction Générale de l'Agence Française du Médicament (aujourd'hui ANSM), puis en intégrant la Direction Générale d'Ipsen en 1998, où il a notamment occupé la fonction de Vice-Président Sénior, Affaires Publiques et Communication Corporate.

Didier Véron est diplômé de Sciences Po Paris, titulaire d'un DESS de Droit de la Santé de l'Université de Paris Sud et est Chevalier dans l'ordre national du Mérite. Il est Maître de Conférences à Sciences Po Paris.



**Choisir la France,
soigner le monde.**

Hanne Fugl Eskjær

S.E. L'Ambassadrice désignée
du Danemark en France,



CARRIÈRE

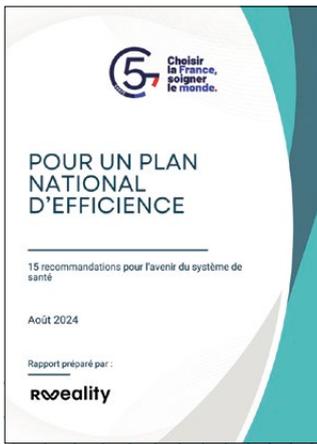
- 2019 ▶ 2024 Ambassadrice du Danemark au Canada
- 2016 ▶ 2019 Ambassadrice de l'Arctique pour le Royaume du Danemark, Chef de département, Affaires arctiques et Amérique du Nord, Ministère des Affaires Étrangères du Danemark (MAE)
- 2013 ▶ 2016 Ambassadrice du Danemark au Bangladesh
- 2011 ▶ 2013 Chef de service adjointe, Département du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, MAE
- 2010 Conseillère principale, Département du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, MAE
- 2007 ▶ 2010 Ministre conseillère et Chef de mission adjointe, Ambassade du Danemark en Syrie
- 2008 Membre de «l'Équipe globalisation» du MAE
- 2004 ▶ 2007 Correspondante Européenne et Secrétaire adjointe de la Commission de Politique Étrangère du Parlement danois, Département des Affaires de Politique Étrangère
- 2003 ▶ 2004 Ministre conseillère et Chef de mission adjointe, Ambassade du Danemark en République tchèque
- 2001 ▶ 2003 Première secrétaire de la mission danoise auprès de l'ONU à New York
- 2000 Rédactrice, Département des affaires de l'ONU, MAE, à Copenhague et à New York
- 1998 ▶ 2000 Conseillère principale du Commissaire du Conseil des États de la Mer Baltique pour les Institutions Démocratiques et les Droits de la Personne
- 1997 Rédactrice, Département de la Russie et de l'Europe de l'Est, MAE

ÉDUCATION

- 2019 ▶ 2024 Cours de Conseil d'administration, Djoef
- 2018 ▶ 2019 Cours de gestion pour les dirigeants expérimentés du secteur public, Ministère des finances
- 1998 ▶ 2024 Formations diplomatiques
- 1997 Maîtrise en Sciences Politiques, Université de Copenhague, Institut des Sciences Politiques, Danemark. Thèse de clôture «The Securitization of Migration» (La sécurisation des migrations)
- 1995 ▶ 1996 Concentration en Études Ouest-Européennes, Université de Pittsburgh, Boursier Fulbright, Graduate School of Public and International Affairs, USA
- 1993 ▶ 1994 Certificat d'Études Politiques, Institut d'Études Politiques, Aix-en-Provence, France
- 1990 ▶ 1993 Baccalauréat en Sciences Politiques, Université de Copenhague, Institut des Sciences Politiques, Danemark.

ORDRES HONORIFIQUES

Chevalier de l'Ordre de Dannebrog



ÉTUDE RWEALITY

Pour un plan national d'efficacité : 15 recommandations pour l'avenir du système de santé

PRÉSENTATION PAR :



Rweality est née de plus de 20 ans d'expérience dans le secteur de la santé, avec pour objectif de démontrer l'impact des innovations dans nos systèmes de santé.

Sandrine Bourguignon

Présidente Directrice Générale de Rweality

L'entreprise a été fondée en 2023 par Sandrine Bourguignon, économiste de la santé.

Auparant, Sandrine a fait partie pendant trois ans du Comité de Direction France d'IQVIA, où elle a dirigé les équipes RWE. Elle a auparavant passé trois ans comme directrice des équipes accès au marché et HEOR.

En 2011, elle a fondé et développé la société Stratégique Santé jusqu'à son rachat par IQVIA en 2018. Sandrine a également une expérience en milieu hospitalier.

Depuis 2008, elle est enseignante affiliée, à l'Université Paris-Dauphine et au CNAM. Elle est membre du bureau et du conseil d'administration du Collège des économistes de la santé (CES), du comité exécutif de l'AFCROs (Association des CRO en France).

DÉFINIR L'EFFICACITÉ ET SES ENJEUX POUR LA FRANCE

L'efficacité des systèmes de santé se définit comme la recherche de la meilleure allocation des ressources pour atteindre les meilleurs résultats de santé au moindre coût. Ce principe se situe à l'intersection de la demande de santé, de l'offre de soins, des mécanismes de financement et du pilotage du système de santé. Dans un contexte post-COVID marqué par des défis économiques majeurs et une quadruple transition (démographique, épidémiologique, technologique et environnementale), l'efficacité s'impose comme un levier stratégique pour améliorer la qualité des soins, l'accessibilité des services de santé, la soutenabilité financière, et comme un vecteur d'adhésion des professionnels de santé comme de la société civile.

Les pertes d'efficacité, telles que les soins inappropriés, au mauvais moment, au mauvais patient, ou les inefficacités administratives, représentent un ensemble de leviers d'amélioration. Ces pertes peuvent atteindre jusqu'à 25 % des dépenses de santé, révélant un potentiel de bénéfices substantiels. Une analyse approfondie des coûts évitables et de la mortalité évitable montre que la progression de la qualité des soins et des politiques de prévention peut générer des économies significatives tout en impactant positivement les résultats de santé. Une hospitalisation sur 10 serait évitable tout comme 50 % des prescriptions d'antibiotiques seraient inutiles selon l'OCDE.

Pour la France, l'efficacité devient indispensable pour répondre aux pressions financières accrues et à la nécessité de réformes structurelles. Les investissements dans la santé ne doivent plus être vus non seulement comme des coûts à maîtriser, mais comme des contributions au capital santé individuel et collectif, favorisant une population en bonne santé et une économie robuste. Le choix du mode de financement et la priorisation des dépenses jouent un rôle clé, requérant une approche fondée sur l'efficacité pour maximiser les bénéfices en matière de santé publique.

L'efficacité va de pair avec la résilience des systèmes de santé pour prévenir les risques de rupture face à des crises futures. Les projections montrent que sans mesures correctives, la croissance des dépenses de santé surpassera celle de l'économie dans la durée,

mettant en péril la viabilité financière des systèmes de santé et de protection sociale. Une approche transformative, incluant des réformes structurelles et des modes de financement pour éliminer les inefficacités, est primordiale.

Face à ces défis, l'efficacité devient « LA » ligne conductrice des décisions politiques, en considérant les dépenses comme des investissements pour le capital santé des usagers en France. L'efficacité, centrée sur la qualité et la pertinence des soins, l'innovation, et la gestion durable des ressources, requiert une vision politique audacieuse et des investissements réfléchis, éclairés, supportés par une gouvernance rigoureuse et une évaluation continue des résultats de santé (et les données sont là!).

RECHERCHER L'EFFICACITÉ TOUT AU LONG DU PARCOURS DE SANTÉ

Pour améliorer la santé publique en France, une approche transversale et coordonnée est indispensable, englobant les aspects économiques, sociaux et environnementaux au-delà du seul secteur de la santé. Les comportements à risque tels que le tabagisme, l'obésité, la sédentarité et l'exposition à la pollution ne sont pas seulement des défis sanitaires, mais aussi des priorités pour la société et l'économie. Les politiques de santé doivent considérer l'exposome pour réduire les maladies évitables et les coûts associés, nécessitant pour cela une action concertée et intersectorielle.

Pour atteindre ces objectifs, la stratégie de prévention en cours ciblant des interventions spécifiques, telles que l'augmentation des taux de vaccination, l'amélioration de la participation aux dépistages des cancers, et la promotion de traitements préventifs doit être soutenue par une programmation pluriannuelle et au-delà du champ sanitaire. Ces mesures peuvent non seulement prévenir des milliers de cas et hospitalisations, mais aussi générer des économies substantielles pour le système de santé, faisant de l'investissement dans la prévention et l'efficacité une nécessité économique et un impératif de santé publique. La prévention tertiaire et la gestion en continu des patients pour éviter les récidives et stabiliser leur état de santé à long terme sont d'autres leviers. Bien que l'adhérence thérapeutique soit un élément clé de l'efficacité des traitements, son amélioration nécessite une approche globale, intégrant des programmes de support aux patients (PSP) et des solutions numériques.

La France, comme d'autres pays de l'OCDE, se trouve à un carrefour où elle doit décider de la meilleure voie à suivre pour s'assurer que les investissements dégagent des résultats tangibles en santé publique.

Pour surmonter ces obstacles, la gouvernance et la coordination des politiques de santé en France doivent être profondément repensées pour déployer de nouvelles organisations et modes de financement. Les freins au déploiement des solutions organisationnelles efficaces, souvent d'origine administrative ou procédurale, doivent être levés pour permettre l'adoption de pratiques innovantes et intégrées. Ce constat conduit à la nécessité de mettre en place un Plan National d'Efficacité, qui concilierait un Secrétariat Général pour l'Efficacité en santé avec des objectifs de santé publique partagés, pluriannuels, encadrés par une Loi de Programmation en Santé.

Ce plan devrait reposer sur l'utilisation stratégique des données de santé et l'évaluation continue, quasiment en temps réel, des politiques publiques, afin de rendre possible une adaptation rapide des décisions et une amélioration de la réactivité du système de santé. En intégrant les solutions d'intelligence artificielle et en promouvant un pilotage basé sur les données, le système pourrait mieux allouer ses ressources, garantir la transparence et renforcer l'engagement des acteurs de santé et de la société civile.

Un **PLAN NATIONAL D'EFFICACITÉ** structurera ces efforts, afin de construire un système de santé plus résilient, transparent et centré sur le patient, capable de répondre efficacement aux défis contemporains. Il est urgent d'engager des réformes structurelles pour ne pas dégrader la santé des populations, conserver un système de santé efficace et trouver des solutions aux exigences budgétaires.

METTRE L'EFFICIENCE AU CŒUR DU PILOTAGE DU SYSTEME DE SANTÉ

Recommandations

- 1 Élaborer et mettre en œuvre une loi d'organisation et de programmation en santé centrée sur la recherche d'efficience
- 2 Inscrire la Loi de Financement de la Sécurité Sociale dans un cadre pluriannuel
- 3 Permettre la fongibilité des enveloppes budgétaires consacrées à la santé
- 4 Créer un Secrétariat Général pour l'efficience en santé
- 5 Décliner la recherche d'efficience au niveau des agences d'expertises, des institutions et des organisations régionales

MOBILISER LES PROFESSIONNELS DE SANTÉ ET LES PATIENTS DANS LA RECHERCHE D'EFFICIENCE

Recommandations

- 6 Embarquer la société civile et ses représentants dans le plan national d'efficience
- 7 Développer de manière ambitieuse une stratégie et des programmes de prévention
- 8 Développer une stratégie nationale d'amélioration de l'adhérence
- 9 Faire évoluer le travail des professionnels de santé en tirant profit des innovations technologiques et en amplifiant les délégations de tâches
- 10 Favoriser l'innovation organisationnelle et le lancement de pilotes

METTRE EN PLACE DES OUTILS ET MÉCANISMES QUI FAVORISENT L'EFFICIENCE

Recommandations

- 11 Systématiser les tests biologiques
- 12 Développer une culture du pilotage et de l'évaluation par les données de santé
- 13 Développer les incitations financières et les modes de partage des gains favorisant l'efficience
- 14 Refondre les modes de tarification des technologies de santé innovantes
- 15 Permettre aux produits de santé de bénéficier des gains d'efficience qu'ils génèrent

Ces recommandations sont indispensables pour préparer la médecine de demain. Elles s'inscrivent en soutien de l'axe 4 « agir ensemble » des priorités stratégiques 2024-2026 de la DGS qui appelle à la mobilisation de tous, dans un esprit de responsabilité, au vu de l'ampleur des déficits à venir. Les industriels de la santé sont favorables au déploiement d'initiatives visant la démonstration de valeur par le résultat. Leur déploiement imposera souvent des transformations structurelles d'organisation et de rémunération, nécessitant un dialogue ouvert et transparent et la symétrie des informations entre patients, professionnels de santé, industriels et autorités de santé.

GRAND TÉMOIN



Patrick Martin, Président de Martin Belaysoud Expansion, Président du Mouvement des entreprises de France.

Patrick Martin

Président du MEDEF

Né en 1960, marié et père de trois enfants.

Patrick Martin a grandi à Bourg-en-Bresse, près de Lyon. Diplômé d'une licence de droit à l'université Panthéon-Assas, de Sciences-Po Paris et de l'ESSEC, il effectue son service national dans l'infanterie hélicoptère.

Il rejoint le Crédit national (désormais Natixis) avant d'intégrer en 1987 l'ETI familiale, Martin Belaysoud Expansion (fondée en 1829), spécialisée dans la distribution industrielle et le bâtiment. Martin Belaysoud Expansion est aujourd'hui l'un des leaders de la distribution professionnelle de matériel de second œuvre technique du bâtiment, de fournitures industrielles et d'acier, et dans la conception, la construction et la maintenance d'équipements pour les industries pétrolière, gazière et aéronautique.

Militant patronal convaincu du rôle bénéfique de l'entreprise dans nos territoires et pour le pays, Patrick Martin a exercé ce militantisme à tous les niveaux de responsabilité : en tant que Président du Medef de l'Ain (2003-2007), Président du Medef Rhône-Alpes (2006-2011), Président du Medef Auvergne-Rhône-Alpes (2016 – 2018), puis en tant que Président délégué du Medef depuis juillet 2018. Il est également membre de la CCIT de l'Ain et de la CCIR AURA, et Conseiller du Commerce extérieur.

Patrick Martin est Chevalier de la Légion d'honneur.

Quels mécanismes financiers pour accélérer les gains d'efficacité du système de santé ?

ANIMÉE PAR :

Pierre Boulud

Directeur Général de bioMérieux

Diplômé de l'ESSEC et de l'Université d'Ottawa, Pierre a commencé sa carrière en tant que consultant stratégique auprès de PDG de divers secteurs, notamment celui de la santé, au sein du Boston Consulting Group.



En 2002, Pierre a rejoint le groupe IPSEN et a mené avec succès des projets stratégiques en tant que Vice-Président Exécutif des opérations commerciales de soins spécialisés.

Pierre Boulud a rejoint bioMérieux et son Comité Exécutif en 2016 en tant que Vice-Président Corporate et Directeur de la Région Asie Pacifique. Pierre avait également la charge du portefeuille de bioMérieux et de la planification stratégique. Dans le cadre d'une nouvelle organisation interne en 2020, Pierre a dirigé les Opérations Cliniques en tant que Vice-Président Exécutif. En plus de ses nouvelles fonctions, il était également Chief Operating Officer. Pierre Boulud a également été membre du Conseil d'Administration de MedTech Europe jusqu'à fin 2023.

Sur proposition d'Alexandre Mérieux, Président Directeur Général, le Conseil d'Administration de bioMérieux a approuvé le 13 juin 2023 les nominations d'Alexandre Mérieux en tant que Président Exécutif et de Pierre Boulud en tant que Directeur Général Exécutif de bioMérieux. Dans ce cadre, Pierre Boulud dirige en direct le Comité Exécutif de bioMérieux pour mettre en œuvre la stratégie de la Société.



Éric Ducournau

Directeur Général
des Laboratoires
Pierre Fabre

AVEC LA PARTICIPATION DE :

Isabelle Adenot

Présidente de l'Agence du Numérique en Santé

Lise Alter

Directrice Générale de l'Agence de l'Innovation en Santé

Guillaume Dedet

Économiste de la santé à l'OCDE

Gérard Raymond

Président de France Assos Santé

Isabelle Adenot

*Présidente de l'Agence du Numérique
en Santé*



Reconnue par ses confrères comme pharmacien d'officine leader (1983-2017), Isabelle Adenot, avant de rejoindre l'ANS, a été Membre du Collège de la HAS, Haute Autorité de Santé, et Présidente la

CNEDiMTS, Commission Nationale d'Évaluation des Dispositifs Médicaux et des Technologies de Santé (2017-2023) ; Présidente du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens de France (CNOP), (2009-2017) ; Vice-Présidente de la Fédération Internationale Pharmaceutique (FIP) (2014-2017) ; Présidente de la Conférence Internationale des Ordres de Pharmaciens Francophones (CIOPF) (2009-2017). Présidente du Groupe Pharmaceutique de l'Union Européenne (2012).

Dans l'exercice de ses mandats, elle est très impliquée dans les innovations et l'implantation éthique des nouvelles technologies dans le système de santé. A la HAS elle s'est particulièrement investie dans l'évaluation des dispositifs médicaux connectés dont ceux qui font appel à l'intelligence artificielle, étant très attachée à contribuer à faciliter l'accès rapide des patients à l'innovation utile. Au CNOP, elle a joué un rôle majeur dans la création et le déploiement du Dossier Pharmaceutique (DP).

Elle est membre de l'Académie nationale de pharmacie et Chevalier de la Légion d'Honneur.

Lise Alter

*Directrice Générale de l'Agence
de l'Innovation en Santé*



Grâce à son expérience de terrain de plus de 15 ans au sein des administrations publiques de santé (ministère de la Santé, HAS, CNAM) et de l'industrie pharmaceutique, Lise Alter dispose d'une expertise et d'une vision globale du système de santé et de ses enjeux.

Le 31 octobre 2022, Sylvie Retailleau, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, François Braun, Ministre de la Santé et de la Prévention, et Roland Lescure, Ministre délégué chargé de l'Industrie, ont annoncé avec Bruno Bonnell, Secrétaire Général pour l'investissement en charge de France 2030, la nomination du Dr Lise Alter au poste de Directrice Générale de l'ANS, lors du comité de pilotage ministériel « Santé » de France 2030. Lise Alter a commencé sa carrière en tant que conseillère médicale « sang, greffe, tissus, cellules » au sein de la Direction Générale de la Santé (ministère de la Santé) de 2012 à 2013, puis médecin-conseil à la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie jusqu'en 2014.

Après quatre années passées au sein du laboratoire Lilly France (2014-2018) au département « accès au marché » puis en tant que manager de la Business Unit oncologie, elle intègre la Direction Générale de l'Offre de Soins du ministère de la Santé en 2018 au poste d'adjointe à la sous-directrice du pilotage de la performance des acteurs de l'offre de soins.

En 2020, Lise Alter est nommée Directrice de l'évaluation médicale, économique et de santé publique à la Haute Autorité de santé où elle coordonne le travail des services pour répondre notamment aux enjeux d'évaluation des tests, traitements et vaccins contre la Covid-19 et met en place une nouvelle organisation de la direction pour faire face aux enjeux de l'innovation. Lise Alter a suivi une formation de médecin de santé publique et est titulaire d'un mastère spécialisé en économie et gestion des services de santé.

Guillaume Dedet

Économiste de la santé à l'OCDE



Guillaume Dedet est analyste principal à la division santé de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE). À ce titre, il contribue aux travaux de l'OCDE visant notamment à fournir des données comparables

au niveau international sur la santé et les systèmes de santé, à produire des analyses économiques des politiques de santé, et à conseiller les décideurs sur la manière de rendre les systèmes de santé des pays de l'OCDE plus performants, durables et résilients.

Guillaume Dedet est médecin et économiste de formation. Il est un ancien Harkness Fellow (promotion 2022-2023) et enseigne à l'école des affaires internationales de Sciences Po Paris. Il a commencé sa carrière au ministère de la santé (DSS) avant de rejoindre le bureau régional de l'OMS pour l'Europe à Copenhague.

Gérard Raymond

Président de France Assos Santé



Patient diabétique de type 1, dirigeant associatif bénévole. Il a travaillé en 1985 avec une équipe de professionnels de l'hôpital de Toulouse sur le développement de l'activité physique et sportive chez les personnes atteintes

de diabète, puis il a créé une association de patients en Midi-Pyrénées et s'est rapidement retrouvé au bureau national de la Fédération Française des Diabétiques.

Il a beaucoup œuvré pour faire de l'association un véritable acteur de santé et traduire concrètement la conviction que des patients peuvent, s'ils sont formés, accompagner d'autres patients : c'est la naissance du concept de Patient Expert AFD et de l'accompagnement « Élan solidaire ». Président de la Fédération Française des Diabétiques, de 2015 à 2019, il en est devenu ensuite le second lien, le porte-parole extérieur.

Il a été élu Président de France Assos Santé le 19 juin 2019 et reste Administrateur au sein de la Fédération à ce jour. «Ma vie a basculé à 34 ans (en 1985) lorsque l'on m'a diagnostiqué mon diabète de type 1. Ma vie familiale et mon parcours professionnel s'en sont trouvés bouleversés. Comme tous, je n'ai pas choisi d'être diabétique ; c'est un véritable métier qui a eu un impact non seulement sur mon capital santé mais aussi sur mon projet de vie. Je suis à la fois témoin et acteur des formidables avancées technologiques actuelles. Équipé d'une pompe à insuline implantée et d'un capteur de glucose en continu, je suis aujourd'hui un patient « connectable ».

Quels mécanismes financiers pour accélérer les gains d'efficacité du système de santé ?

ANIMÉE PAR :

Audrey Duval

Animée par Audrey Duval, Présidente de Sanofi France, Vice-Présidente exécutive et Directrice Affaires Corporate Groupe de Sanofi

En tant que Directrice Affaires Corporate Groupe, Audrey Duval est responsable de l'engagement des parties prenantes de Sanofi à l'échelle mondiale. Elle supervise également la stratégie de responsabilité sociale d'entreprise de Sanofi, la *Global Health Unit* – l'entité de santé mondiale à but non lucratif, et *Foundation S* - l'organisation philanthropique portée par Sanofi.

Audrey Duval a rejoint Sanofi en tant que Présidente de Sanofi France en septembre 2022 et conserve aujourd'hui ce rôle, soutenant et coordonnant la représentation de l'entreprise auprès des différentes parties prenantes externes dans ce pays.

Avant de rejoindre Sanofi, Audrey Duval a occupé le poste de Responsable de la franchise Ophtalmologie chez Novartis, avant d'évoluer comme Présidente des opérations de l'entreprise en Irlande. Audrey est docteur en médecine de la Faculté de Médecine de Paris 5 – Cochin et titulaire d'un DES de biologie médicale, et a débuté sa carrière au sein des Hôpitaux publics de Paris. Elle a ensuite été chercheur au Centre de recherche Pasteur de l'Université de Hong Kong, puis experte scientifique chez Salusmed, toujours à Hong Kong. Audrey a ensuite rejoint Pfizer en France aux affaires médicales dans les domaines de l'endocrinologie, de la transplantation et de la rhumatologie.



Olivier Laureau

Président du Groupe Servier

AVEC LA PARTICIPATION DE :

Philippe Bouyoux

Président du CEPS

Thomas Courbe

Directeur Général des Entreprises

Jean-Carles Grelier

Député de la 5^e circonscription de la Sarthe

Pierre Pribile

Directeur de la Sécurité sociale

Philippe Bouyoux

Président du CEPS



Économiste, Inspecteur général des finances, Philippe Bouyoux préside le CEPS depuis juin 2020. Ancien chef du service des affaires économiques à l'ambassade de France à Washington puis à Pékin, il fut Commissaire

Général Adjoint jusqu'en octobre 2013 au Commissariat général à l'investissement (CGI) et a participé à ce titre à la Commission Innovation 2030. À l'Inspection générale des Finances, il avait notamment été en 2019 rapporteur général de la Commission Juppé-Rocard sur les priorités stratégiques d'investissement et l'emprunt national qui a conduit à la création du programme des investissements d'avenir (PIA). Issu de la Direction générale du trésor et de la Politique économique (DGTPÉ - ministère des Finances) dont Philippe Bouyoux fut directeur, en charge des politiques économiques depuis 2005, à son retour de l'Ambassade de France à Singapour dont il était chef des services économiques pour l'ASEAN. Ancien conseiller sur la macroéconomie, la conjoncture et les finances publiques auprès de Francis Mer, alors Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie entre 2002 et 2004, puis de Nicolas Sarkozy (2004), Philippe Bouyoux était auparavant chef de la Mission économique et financière à l'Ambassade de France au Brésil. De 1997 à 1999, il a été sous-directeur, en charge des synthèses macroéconomiques et financières à la Direction de la Prévision après avoir été Conseiller technique de Alain Juppé, alors Premier ministre.

En 1996, Philippe Bouyoux a dirigé l'École Nationale de la Statistique et de l'Administration économique (ENSAE), après avoir été conseiller auprès du Directeur général des affaires économiques et financières de la Commission européenne de 1992 à 1995. Chef du bureau de la conjoncture internationale à la Direction de la prévision au ministère des Finances dès 1989, Philippe Bouyoux a commencé sa carrière à l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) en 1982.

Diplômé de l'École Nationale de la Statistique et des Études économiques (ENSAE, 1982), inspecteur général des finances (2009), Philippe Bouyoux a commencé sa carrière comme administrateur de l'INSEE (1982). Titulaire d'une Licence de Mathématiques et d'une Maîtrise en Économétrie, obtenues à Toulouse, Philippe Bouyoux a suivi le programme « Senior Managers in Government » en 1992 à Harvard, Kennedy School.

Thomas Courbe

Directeur Général des Entreprises



Ingénieur général de l'Armement, Thomas Courbe débute sa carrière en 1995 au ministère de la Défense comme responsable de programmes d'avions de combat en service puis chef de cabinet du directeur des programmes aéronautiques.

Il rejoint la Direction Générale du Trésor en 2002 où il occupe successivement les fonctions d'adjoint au chef du bureau Asie, chef du bureau Afrique-Maghreb, chef du bureau affaires aéronautiques, militaires et navales, secrétaire général du club de paris et sous-directeur relations économiques bilatérales.

En 2010, il est nommé Directeur de cabinet du Secrétaire d'état chargé du Commerce Extérieur (Pierre Lellouche) et Directeur adjoint de cabinet des Ministres de l'Économie des Finances et de l'Industrie (Christine Lagarde puis François Baroin).

En 2012, il revient à la Direction Générale du Trésor où il occupe les fonctions de secrétaire général, puis de Directeur Général adjoint à partir de 2015.

Depuis juillet 2018, Thomas Courbe est Directeur Général des entreprises.

Thomas Courbe est Chevalier de la Légion d'Honneur et Officier de l'Ordre National du Mérite.

Jean-Carles Grelier

Député de la 5^e circonscription de la Sarthe



Jean-Carles Grelier est député de la 5^e circonscription de la Sarthe depuis 2017. Avocat de Droit public spécialisé en Droit hospitalier, il est membre de la Commission des affaires Sociales de l'Assemblée nationale et co-préside le groupe d'études sur la santé mentale.

En 2019, il a été co-rapporteur de la Mission d'évaluation pour la loi relative à l'organisation et à la transformation du système de santé.

Auteur de plusieurs ouvrages, dont un atlas sur les mesures départementales mises en place pour favoriser l'installation des médecins, il publie également des fascicules de 25 propositions visant à améliorer le système de santé, dont le plus récent, publié en juin, s'intitule : «25 mesures pour les urgences».

Pierre Pribile

Directeur de la Sécurité sociale



Pierre Pribile est Directeur de la sécurité sociale depuis le 29 avril 2024.

Né en 1981, Pierre Pribile est ingénieur général des mines, ancien élève de l'École polytechnique (2001) et de l'École nationale supérieure des Mines de Paris. Il a été chef de la division

« développement industriel » de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, puis du service développement des entreprises et des territoires de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de cette même région et chargé de mission développement économique auprès du préfet de la région Bourgogne (2007-2010).

Chef du bureau des produits de santé à la sous-direction du financement du système de soins à la Direction de la Sécurité sociale (2010-2012), il a ensuite été conseiller comptes sociaux (branches maladie, accidents du travail/maladie professionnelles, famille) au cabinet de M. Jérôme Cahuzac, puis de M. Bernard Cazeneuve au ministère chargé du Budget, de juillet 2012 à mars 2014. Directeur de la production et du service aux assurés au sein du Régime Social des Indépendants-RSI (2014-2015), il a été conseiller « protection sociale, lutte contre la pauvreté, comptes sociaux » aux cabinets de M. Manuel Valls (2015-2016) puis de M. Bernard Cazeneuve (décembre 2016-janvier 2017) à Matignon. Directeur général de l'Agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté de janvier 2017 à septembre 2022.

M. Pierre Pribile a alors été nommé Secrétaire Général des ministères chargés des Affaires sociale.



Alexandre Mérieux

Président de bioMérieux

Alexandre Mérieux est Président de bioMérieux. Il a rejoint le Groupe bioMérieux en 2005 où il a exercé les fonctions de Directeur Microbiologie Industrielle. Puis entre 2011 et 2014, Alexandre Mérieux a été Directeur de l'Unité Microbiologie et des Opérations Industrielles. En avril 2014, il devient Directeur Général Délégué et dirige le Comité de direction de bioMérieux puis il est nommé Président Directeur Général par le Conseil d'administration le 15 décembre 2017. Le 1^{er} juillet 2023, Alexandre Mérieux confie la Direction Générale de bioMérieux et conserve la fonction de Président de la société.

Alexandre Mérieux est membre du Conseil d'administration de bioMérieux SA depuis avril 2004 et Vice-Président de l'Institut Mérieux depuis décembre 2008. En 2009, il prend la présidence de Mérieux Développement et préside le Conseil d'administration de Mérieux NutriSciences depuis le mois de septembre 2013.

De 1999 à 2004, Alexandre Mérieux a effectué sa carrière au sein de Silliker Group Corporation, période durant laquelle il a occupé des fonctions Marketing aux États-Unis et en Europe avant de prendre la Direction Marketing et de Business Unit en France.

Alexandre Mérieux est diplômé de l'Université de Lyon I en biologie et d'HEC Montréal Business School.



Pioneering Diagnostics.

*Acteur mondial dans le domaine du diagnostic in vitro depuis 60 ans, **bioMérieux** est présente dans 45 pays et sert plus de 160 pays avec un large réseau de distributeurs. En 2023, le chiffre d'affaires de bioMérieux s'est élevé à 3,7 milliards d'euros, dont plus de 93 % ont été réalisés à l'international.*

bioMérieux offre des solutions de diagnostic (systèmes, réactifs, logiciels et services) qui déterminent l'origine d'une maladie ou d'une contamination pour améliorer la santé des patients et assurer la sécurité des consommateurs. Ses produits sont utilisés principalement pour le diagnostic des maladies infectieuses. Ils sont également utilisés pour la détection de micro-organismes dans les produits agroalimentaires, pharmaceutiques et cosmétiques.

www.biomerieux.com



David Hale

Directeur Général de Guerbet

David Hale est Directeur Général de Guerbet depuis le 1^{er} janvier 2020. Il a intégré le Comité Exécutif de Guerbet en février 2018 en tant que Chief Commercial Officer.

Il possède plus de vingt ans d'expérience dans le secteur de la santé, où il a exercé diverses fonctions de direction commerciales, marketing et développement produits en Asie, Europe et aux États-Unis.

Il a débuté sa carrière chez Ascom en Suisse en tant que développeur de logiciel avant de rentrer au Boston Consulting Group en Allemagne pour mener des projets informatiques auprès des banques et des assurances.

En 2000, il rejoint General Electric, au sein du Corporate Initiatives Group et intègre ensuite GE Healthcare. Avant de rejoindre Guerbet, il était à la tête de GE Healthcare Digital Imaging et Care Area Solutions.

David Hale est titulaire d'un diplôme en génie industriel et systèmes du Georgia Institute of Technology (États-Unis) et d'un MBA de l'Institute of Management Development (IMD) en Suisse.

Guerbet |

*Chez **Guerbet**, nous tissons des liens durables pour permettre de vivre mieux. C'est notre Raison d'être. Nous sommes un leader mondial de l'imagerie médicale, proposant une gamme complète de produits pharmaceutiques, de dispositifs médicaux et de solutions digitales et IA pour l'imagerie diagnostique et interventionnelle. Pionniers depuis 98 ans dans le domaine des produits de contraste, avec plus de 2 920 collaborateurs dans le monde, nous ne cessons d'innover et consacrons plus de 10 % de notre chiffre d'affaires à la Recherche & Développement. Guerbet (GBT) est coté au compartiment B d'Euronext Paris et a réalisé un chiffre d'affaires de 786 millions d'euros en 2023.*

www.guerbet.com



David Loew

Directeur Général d'Ipsen

Depuis 2020, David Loew est Directeur Général d'Ipsen, où il pilote une stratégie de croissance, « Focus. Ensemble. Pour les Patients et pour la Société ». Depuis son arrivée, le Groupe s'est recentré sur la Médecine de Spécialité (Oncologie, Maladies Rares et Neurosciences) et enregistre des performances financières solides. De plus, depuis 2020, Ipsen a enrichi son portefeuille de plus d'une vingtaine de molécules à différents stades de développement, avec notamment l'acquisition des biotechs Epyzyme en 2022 et d'Albireo en 2023.

David Loew a trente ans de leadership et d'expérience dans le secteur biopharmaceutique. Il a travaillé sur les marchés américain, européen et à l'international. Avant de rejoindre Ipsen, David était Vice-Président Exécutif de Sanofi Pasteur. Lors de cette période, il a piloté une stratégie de croissance réussie à l'international comprenant divers accords de licence et acquisitions. Auparavant, David a exercé plusieurs fonctions chez Roche pendant vingt ans.

David Loew est le second Vice-Président de la Fédération européenne des industries et associations pharmaceutiques (EFPIA) depuis juin 2023. Il a siégé au Conseil d'administration de GAVI (Global Alliance for Vaccines and Immunization) et présidé le Steering Committee de l'IFPMA. Il entretient des liens étroits avec des organisations mondiales telles que l'OMS, l'UNICEF, la Bill & Melinda Gates Foundation, ainsi qu'avec plusieurs autorités de santé américaines, notamment BARDA et le NIH.



David est titulaire d'un diplôme en Administration des affaires ainsi que d'un MBA à l'Université de Saint-Gall, en Suisse.

Nous sommes un groupe biopharmaceutique mondial focalisé sur la mise au point de médicaments innovants pour les patients dans trois domaines thérapeutiques : l'Oncologie, les Maladies Rares et les Neurosciences.

Notre portefeuille de produits en R&D s'appuie sur l'innovation externe et sur près de 100 ans d'expérience de développement au sein de hubs mondiaux aux États-Unis, en France et au Royaume-Uni. Nos équipes, présentes dans plus de 40 pays, et nos partenariats à travers le monde nous permettent de proposer nos médicaments aux patients dans plus de 80 pays.

Ipsen est coté à Paris (Euronext : IPN) et aux États-Unis à travers un programme d'American Depositary Receipt (ADR : IPSEY) sponsorisé de niveau I.

www.ipsen.com



Jacques Brom

Directeur Général du LFB

Directeur Général du LFB, Jacques Brom a précédemment exercé les fonctions de Président Directeur Général de Sanofi Chimie de 2012 à 2021. Il était, par ailleurs, membre du Conseil des Affaires Industrielles de l'entreprise. Diplômé de l'École Nationale Supérieure de Chimie de Mulhouse, docteur et ingénieur chimiste en chimie organique, il a débuté sa carrière en 1991 en tant que Directeur de production chez Roche France. En 1996, il rejoint l'usine de Sanofi à Aramon (production de la substance active) en France, avant d'être nommé Directeur du site de Quetigny (fabrication du produit fini). Jacques Brom a ensuite occupé plusieurs fonctions comme Directeur des Opérations du site de Newcastle-upon-Tyne au Royaume-Uni (fabrication du produit fini) ; comme Vice-Président Chimie-Biochimie, et Senior Vice-Président pour les produits établis et les génériques de 2017 à 2020 (37 sites industriels, 12 000 employés, 25 pays), puis de Directeur Général de Sanofi Active Ingredients Solutions/ Euroapi (2020-2021).



Le LFB est un groupe biopharmaceutique qui développe, fabrique et commercialise des médicaments dérivés du sang et des protéines recombinantes pour la prise en charge des patients atteints de pathologies graves et souvent rares. Créé en 1994 en France, le LFB est aujourd'hui l'un des premiers acteurs européens proposant aux professionnels de santé, des médicaments dérivés du plasma sang, avec pour mission la mise à disposition de nouvelles options de traitement pour les patients, dans trois domaines thérapeutiques majeurs : l'immunologie, l'hémostase et les soins intensifs. Le LFB commercialise à ce jour 15 biomédicaments dans plus d'une trentaine de pays et a réalisé un chiffre d'affaires de 526 millions d'euros en 2023. Il emploie 2 891 personnes dans le monde dont plus de 2 200 en France. Le LFB est engagé aux côtés d'acteurs institutionnels et d'associations de patients pour partager et diffuser les connaissances afin d'améliorer le diagnostic et la prise en charge des personnes atteintes de maladies rares.

www.groupe-lfb.com



Éric Ducournau

Directeur Général des Laboratoires Pierre Fabre

Entré dans l'entreprise en 2000 en qualité de Chef du Cabinet du Président, il exerce à partir de 2005 les fonctions de Secrétaire Général puis de Directeur

Général Adjoint en charge des Affaires Juridiques et Réglementaires, du Market Access, de la Pharmacovigilance et de la Qualité. Il participe en 2004 à la création du G5 Santé, dont les Laboratoires Pierre Fabre sont l'une des entreprises fondatrices, et siège au Conseil d'Administration du Leem jusqu'en 2012. En octobre 2012, Éric Ducournau est nommé par Monsieur Pierre Fabre à la tête de la division Dermo-Cosmétique de l'entreprise. Pendant 5 ans, il va en développer l'orientation patient-consommateur, la digitalisation et l'internationalisation.

Nommé Directeur Général des Laboratoires Pierre Fabre en juillet 2018, Éric Ducournau initie un important plan de transformation qui recentre leur activité sur l'oncologie de précision, la dermatologie et les marques dermo-cosmétiques au positionnement médical affirmé. Il engage l'entreprise dans de nombreux partenariats avec des biotechs nord-américaines tout en développant la R&D médicale depuis la France. En juillet 2023, il est élu à la présidence du Consortium du Green Impact Index qui réunit des entreprises engagées dans l'éco-socio-conception de leurs produits.

Les Laboratoires Pierre Fabre sont la 2^e entreprise mondiale en dermo-cosmétique et comptent parmi les principaux laboratoires pharmaceutiques européens. Leur



Paul Hudson

Directeur Général de Sanofi

En tant que Directeur Général, Paul Hudson a l'ambition de faire de Sanofi une entreprise de santé moderne qui transforme la pratique de la

médecine. Paul et les équipes de Sanofi concentrent leurs efforts pour découvrir, développer, fabriquer et rendre accessibles des médicaments et des vaccins innovants pour les populations du monde entier. Sous sa direction, Sanofi a fait de l'impact sociétal une priorité et a mis la diversité, l'équité, l'inclusion, ainsi que la responsabilité environnementale et sanitaire au cœur de sa stratégie de long-terme.

Précédemment PDG de Novartis Pharmaceuticals de 2016 à 2019, Paul a rejoint Sanofi en tant que Directeur Général en septembre 2019. Sa carrière dans le domaine de la santé s'est déroulée dans le monde entier, et notamment aux États-Unis, au Japon et en Europe. Avant Novartis, il a occupé des fonctions chez AstraZeneca, où il s'est vu confier des responsabilités croissantes notamment celles de Vice-Président, Amérique du Nord, puis de Président de sa filiale américaine. Paul Hudson a débuté sa carrière dans les ventes et le marketing, chez GlaxoSmithKline et Sanofi-Synthelabo, au Royaume-Uni.

Paul est diplômé en économie de la Manchester Metropolitan University au Royaume-Uni, dont il a reçu en juillet 2018 un doctorat *honoris causa* en administration des affaires pour ses réalisations dans l'industrie.

Sanofi est une entreprise mondiale de santé, innovante et animée par une vocation : poursuivre les miracles de la science pour améliorer la vie des gens. Les équipes, présentes dans une centaine de pays, s'emploient à transformer la pratique de la médecine pour rendre possible l'impossible. Elles apportent des solutions thérapeutiques qui peuvent changer



Pierre Fabre

portefeuille est constitué de plusieurs franchises médicales et marques mondiales, dont Pierre Fabre Innovative Oncology, Pierre Fabre Medical Dermatology, Pierre Fabre Pharmaceutical Care, Eau Thermale Avène, Ducray, A-Derma, Klorane, René Furterer et Elgydium.

En 2023, les Laboratoires Pierre Fabre ont réalisé un chiffre d'affaires de 2,83 milliards d'euros, dont 70% à l'international. Implantés depuis toujours en région Occitanie, ils fabriquent 95% de leurs produits en France et emploient plus de 10 000 collaborateurs dans le monde. Leur budget annuel en R&D s'élève à près de 200 M€, dont environ 50% sont dédiés aux thérapies ciblées en oncologie et 40% aux thérapies et soins de la peau.

L'actionnaire ultra-majoritaire (86%) des Laboratoires Pierre Fabre est une Fondation éponyme reconnue d'utilité publique. Cette structure capitalistique est garante de l'indépendance de l'entreprise et de sa vision à long-terme. Les dividendes versés à la Fondation Pierre Fabre permettent à celle-ci de développer et financer des programmes humanitaires d'accès à la santé dans les pays du Sud. A travers un plan international d'actionnariat salarié, les collaborateurs sont l'autre actionnaire de l'entreprise.

La démarche RSE des Laboratoires Pierre Fabre est évaluée par AFNOR Certification au niveau « Exemplaire » du label Engagé RSE (norme ISO 26 000 du développement durable).

www.pierre-fabre.com

sanofi

la vie des patients et des vaccins qui protègent des millions de personnes dans le monde, guidés par l'ambition d'un développement durable et notre responsabilité sociétale.

Fin 2023, Sanofi a ouvert un nouveau chapitre de sa stratégie et ambitionne de devenir leader mondial de l'immunologie, avec une approche réinventée de la R&D autour de l'immunoscience. Elle offre la perspective de traiter et prévenir un grand nombre de maladies immunitaires et infectieuses, à tous les âges de la vie. Pour cela, Sanofi dispose actuellement dans son portefeuille de vaccins et médicaments innovants déjà disponibles pour les patients, ainsi que de 12 nouvelles molécules en développement avancé et identifiées comme prioritaires. Pour les patients c'est une source d'espoir avec la possibilité d'évolutions scientifiques disruptives.

Avec un chiffre d'affaires mondial de 43 milliards d'euros en 2023, Sanofi est un acteur majeur dans les domaines de la Médecine de spécialités (Immunologie, Maladies rares, Maladies hématologiques rares, Neurologie et Sclérose en plaques, Oncologie), la Médecine générale (notamment les Maladies cardiovasculaires, et le Diabète) et les Vaccins (en particulier les vaccins ARNm de nouvelle génération)

La France est le premier pays d'implantation de l'entreprise, avec 26 sites et 19 000 collaborateurs, présents dans 9 régions françaises sur 13. Avec plus de 6 milliards d'euros d'investissements prévus en R&D sur 2021-2024, la France est au cœur du dispositif d'innovation de Sanofi. Par ailleurs, ses 17 sites industriels présents sur le territoire assurent 40 % de la production mondiale de Sanofi. Sanofi a ainsi fait de la France une plateforme majeure au service de l'international.

www.sanofi.fr



Olivier Laureau

Président du Groupe Servier et de la Fondation Internationale de Recherche Servier



Diplômé de l'Université Panthéon-Assas à Paris, France, Olivier Laureau a rejoint le groupe Servier en 1982, d'abord à la Direction de la propriété intellectuelle puis à la Direction juridique où il supervisait les contrats internationaux. En 2000, il rejoint la Direction financière et est nommé Directeur financier du Groupe en 2008.

En tant que Président du Groupe depuis 2014, Olivier Laureau a engagé un vaste plan de transformation visant à assurer l'indépendance de Servier, son développement et sa pérennité tout en continuant de répondre à sa vocation : engagé pour le progrès thérapeutique au bénéfice des patients.

Les piliers de cette stratégie sont d'optimiser le potentiel des médicaments du Groupe en cardiologie, métabolisme et maladies veineuses, de rechercher et développer des thérapies innovantes et ciblées dans le domaine de l'oncologie, des neurosciences et de l'immuno-inflammation, et de piloter le développement du portefeuille de médicaments, à travers une stratégie de partenariats dynamique et une forte expansion internationale.

Très impliqué dans les débats liés au secteur de la santé aux niveaux français et international, Olivier Laureau est membre du conseil d'administration du G5 Santé, une organisation regroupant les principales entreprises pharmaceutiques françaises.

Il est également membre du conseil d'administration de la Fédération européenne des associations et industries pharmaceutiques (EFPIA), où il est Vice-Chair du comité sur l'Innovation, et membre de la Bio-pharmaceutical CEOs Roundtable (BCR), un forum mondial sur les politiques de santé réunissant les PDG des entreprises membres de la Fédération internationale de l'industrie du médicament (IFPMA).

Fondé pour servir la santé, **Servier** est un groupe pharmaceutique international gouverné par une Fondation, qui aspire à avoir un impact sociétal significatif pour les patients et pour un monde durable. Son modèle unique de gouvernance lui permet de servir pleinement sa vocation avec une vision à long terme : être engagé pour le progrès thérapeutique au bénéfice des patients. Les 21 900 collaborateurs qui composent le Groupe sont engagés autour de cette vocation commune, source d'inspiration au quotidien. Leader mondial en cardiologie, Servier a pour ambition de devenir un acteur focalisé et innovant en oncologie en ciblant des cancers difficiles à traiter. C'est pourquoi le Groupe consacre plus de 70 % de son budget de R&D au développement de thérapies ciblées et innovantes en oncologie. Les neurosciences et les maladies immuno-inflammatoires constituent un futur relais de croissance. Dans ces domaines, Servier se focalise sur un nombre restreint de pathologies spécifiques dans lesquelles une caractérisation précise des patients permet de proposer une réponse thérapeutique ciblée, grâce à la médecine de précision. Pour favoriser l'accès à des soins de qualité pour tous, et à moindre coût, le Groupe propose également une offre de médicaments génériques couvrant la majorité des pathologies, en s'appuyant sur des marques fortes en France, en Europe de l'Est, au Brésil et au Nigeria.

Dans tous ces domaines, le Groupe intègre la voix du patient à chaque étape du cycle de vie du médicament. Servier, dont le siège social est basé en France, s'appuie sur une solide implantation géographique dans plus de 150 pays et a réalisé, en 2023, un chiffre d'affaires de 5,3 milliards d'euros.

www.servier.com



Jean-Frédéric Chibret

Président de Théa



Jean-Frédéric Chibret préside depuis 2008 Théa, n° 1 européen des laboratoires indépendants en ophtalmologie, fondé par son oncle Henri en 1994.

Jean-Frédéric Chibret préside aujourd'hui aux destinées d'une entreprise forte de plus de 1700 collaborateurs dans le monde, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 923 millions d'euros en 2023.

Après une école de commerce, il s'est fortement impliqué dans le développement international de la société.

À son actif figure la création de 35 filiales dans le monde. D'abord en Europe, en Turquie, en Russie, puis au Maghreb, au Moyen-Orient, en Amérique centrale et latine. En 2019, Théa s'est implanté sur le marché américain avec l'installation d'une filiale à Boston. Jean-Frédéric Chibret a ainsi assuré une expansion rapide de la société, les produits Théa étant désormais diffusés dans quelques 75 pays. Il a également accompagné l'expansion territoriale de Théa par un élargissement accéléré de sa gamme de produits. Il s'est attaché à ce que l'effort de recherche interne, doublé d'une politique d'acquisition ciblée, permette à Théa de répondre à toutes les attentes des ophtalmologistes, quels que soient leurs modes d'exercice et les pathologies traitées. Outre les collyres sans conservateur, Théa est devenu leader dans plusieurs classes thérapeutiques du segment antérieur de l'œil.

Créé il y a 28 ans, **Théa** a largement participé aux dernières avancées pharmacologiques et est aujourd'hui le 1^{er} groupe pharmaceutique européen indépendant en ophtalmologie. Fondé à partir d'une start-up de Recherche et Développement par Henri Chibret, Théa est présidé depuis 2008 par Jean-Frédéric Chibret (5^e génération d'une dynastie du monde de l'ophtalmologie).

Basé à Clermont-Ferrand, le laboratoire a poursuivi son expansion avec 35 filiales en Europe, en Russie, en Afrique, en Amérique Latine et du Nord. Aujourd'hui, son réseau rassemble plus de 1700 collaborateurs et ses produits sont disponibles dans plus de 75 pays dans le monde.

Ses produits sont fabriqués à 100 % en Europe, dont 60 % en France.

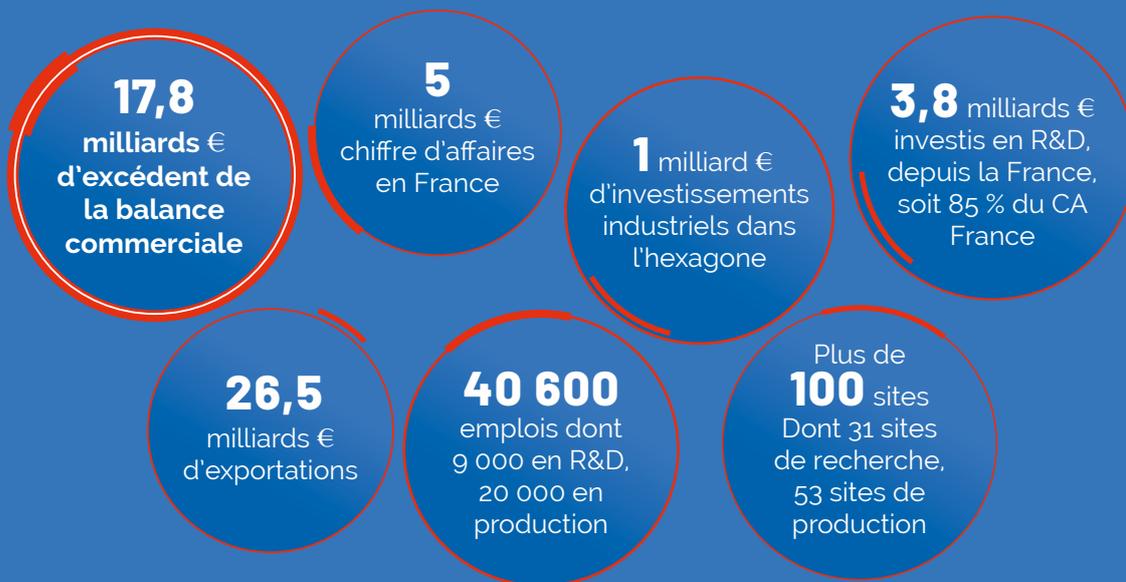
www.laboratoires-thea.com

Le G5 santé, porte-voix des industries de santé françaises, est un cercle de réflexion qui rassemble les dirigeants des principales entreprises françaises de santé et des sciences du vivant : bioMérieux, Guerbet, Ipsen, LFB, Pierre Fabre, Sanofi, Servier, Théa.

Elles ont choisi la France comme plateforme de leur développement international et font de l'effort de R&D et de production leur priorité. Ces huit entreprises sont engagées pour la vitalité industrielle et l'indépendance sanitaire de la France, dans son écosystème européen et mondial.

Elles ambitionnent d'apporter toujours plus de solutions diagnostiques et thérapeutiques au service des patients.

Une force pour l'économie Française



Pour le G5 Santé, la France pèse

9 % de son CA monde

près de **30 %** de ses emplois

44 % de sa R&D

Ces entreprises sont un atout majeur pour la capacité d'innovation et la compétitivité de la France dans l'économie mondiale.

Un rayonnement mondial



contact@g5-sante.fr

 G5 Santé -  @G5Sante - Retrouvez le G5 Santé sur  YouTube